

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Luxembourg, le 24 mai 2004

Direction de l'Aménagement du Territoire
et de l'Urbanisme

Références: **14010/29C**
Schuttrange
Affaire suivie par Patrick Isekin

Annexes:

Monsieur le Commissaire
de district à
Luxembourg



Monsieur le Commissaire de district,

Je vous prie de bien vouloir informer les autorités communales de Schuttrange que j'approuve sur la base de l'article 9 de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes la délibération du 10 décembre 2003 du conseil communal portant adoption définitive du projet d'aménagement particulier portant sur des fonds sis à Schuttrange, commune de Schuttrange, au lieu-dit « Wolfknopp », présenté par le Fonds du Logement.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire de district, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre de l'Intérieur

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Michel Wolter".

Michel WOLTER



Administration Communale
de
SCHUTTRANGE

Registre aux délibérations
du Conseil communal de SCHUTTRANGE

Séance publique du 04.09.1991

Grand-Duché de Luxembourg

Date de l'annonce publique de la séance: 28.08.1991
Date de la convocation des conseillers: 28.08.1991
Présents: Jean-Donat CALMES, bourgmestre
H. RODESCH, J-P KAUFFMANN, échevins
Jos. NICLOU, Jean-Pierre BERTRAND, Joséphine
RONCK-SMYSLNY et Lucien STOFFEL,
conseillers

Absent: Frantz Muller, conseiller

COMMISSION D'AMÉNAGEMENT
28.08.1991
Luxembourg

No 3 OBJET: Modification définitive de l'article 35 de la
partie écrite du P.A.G. de la commune de
Schuttrange.

LE CONSEIL COMMUNAL

Revu sa délibération du 02.05.1991, par lequel il a modifié
provisoirement l'article 35 de la partie écrite du P.A.G. de la
commune de Schuttrange;

Vu l'avis favorable de la commission d'aménagement du 29.04.91, no
29C;

Vu le résultat de l'enquête de commodo et incommodo, d'après
lequel il n'y avait pas de réclamation contre la modification en
question

décide
par six voix contre une

de modifier l'article 35 de la partie écrite du P.A.G. de la
commune de Schuttrange comme suit:

ARTICLE 35. LES PLACES DE STATIONNEMENT.

a) Le Bourgmestre fixe le nombre de places privées de
stationnement ou de garages pour voitures qui doivent être
aménagées par les propriétaires à leurs frais et sur fonds privé,
en cas de construction nouvelle, de reconstruction ou de toute
transformation augmentant la surface exploitée d'au moins 25 m²,
proportionnellement à l'importance et à la destination des
nouvelles constructions; cette disposition est également
applicable en cas de changement d'affectation ou de destination d'un
immeuble existant.

Ces emplacements devront figurer dans le projet soumis pour
autorisation.

./...2

b) Sont à considérer comme minimum:

- un garage par maison unifamiliale, une place de stationnement et un garage par logement dans le cas d'immeuble à appartements; Pour les immeubles à appartements, ces emplacements respectivement garages devront être séparés et être accessibles indépendamment l'un de l'autre.
- un emplacement par tranche de 30 m² de surface d'étage pour les bureaux; administrations, commerces, cafés et restaurants;
- un emplacement par tranche de 50 m² de surface d'étage ou un emplacement par tranche de 5 salariés pour les établissements industriels et artisanaux;
- un emplacement par 10 m² de surface de vente relative aux grands ensembles commerciaux;
- un emplacement par tranche de 10 sièges pour les salles de réunions, cinémas, théâtres, églises;
- un emplacement par tranche de 50 m² de surface d'étage pour les stations d'essence et les garages de réparation, avec un minimum de 3 places par installation;
- un emplacement par tranche de 3 lits pour les constructions hospitalières et hôtelières.

c) Les établissements commerciaux et artisanaux devront en outre prévoir sur leur terrain un nombre suffisant d'emplacements de stationnement pour leurs véhicules utilitaires.

d) Sauf exception autorisée par le Bourgmestre, les places de stationnement sont aménagées sur le même bien-fonds que la construction à laquelle elles se rapportent. Les parkings ou les garages ne dispensent en aucun cas les aménagements privés.

e) Le propriétaire est tenu de remplacer, sur son fonds et en situation appropriée, les places de stationnement obligatoires qui ont été supprimées pour quelque cause que ce soit.

f) Le dossier de demande d'autorisation de bâtir indiquera clairement le calcul du nombre de voitures et leur emplacement exact.

La présente délibération est soumise à l'autorité supérieure pour approbation.

Ainsi délibéré à Schuttrange, date qu'en tête

Le présent document fait l'objet
de ma décision du 15 octobre 1991
réf. 29C

Le Ministre de l'Intérieur


Jean SPAUTZ

Ministre du Logement et de
l'Urbanisme

En sa séance, date que dessus

(suivent les signatures)

Pour expédition conforme.

Le Bourgmestre

Le Secrétaire





